

## **Avertissement**

**Ce texte n'est pas encore terminé. Il devra être la Postface de l'Introduction à la Théorie et à la Philosophie de l'Economie.**

**Son contenu est en rapport avec la réalité de notre monde. L'histoire semble s'accélérer, car l'ordre international qui s'est constitué à partir de la Première guerre mondiale s'achemine vers sa propre fin. De là la nécessité de mettre cet écrit à la disposition de ceux qui s'intéressent à cette réflexion.**

**La Table des matières de ce texte est la suivante :**

- 1. La crise de l'étalon or.**
- 2. Les Accords de 1944.**
- 3. La fin du règne de l'étalon du change or.**
- 4. Le règne du dollar et la crise de l'endettement du Tiers-Monde.**
- 5. Le règne du dollar et la construction de la monnaie unique.**
- 6. La fin du règne du dollar et la constitution d'une Communauté universelle des Nations.**

**Norman Palma  
Paris le 24 février 2006**

## De la crise de l'étalon or à la crise de l'étalon dollar

### 1) *La crise de l'étalon or*

La crise que le monde connaît actuellement n'est pas le résultat des mécanismes du système de l'accumulation élargie, comme beaucoup de spécialistes tendent à le dire. A la base de cette crise il y a un processus de dislocation qui doit être compris comme le mouvement allant de l'égalité proportionnelle dans l'échange<sup>1</sup> à l'inégalité proportionnelle dans l'échange au niveau international. Ce processus de rupture de l'égalité proportionnelle dans l'échange que nous connaissons actuellement a été le résultat, en première instance, du dépassement non-rationnel du règne de l'étalon or et en deuxième instance de l'apparition d'un ordre monétaire international où le papier monnaie d'un pays est la monnaie de réserve et d'échange au niveau international. Ce qui va se produire avec l'apparition du règne de l'étalon dollar.

C'est précisément cette rupture, avec le principe de l'égalité proportionnelle que nous allons essayer d'expliquer ici. Mais avant d'entreprendre l'historicité de ce processus il convient de comprendre que tant la vie sociale comme la communauté des nations doivent exister en vue non seulement de promouvoir les échanges<sup>2</sup>, mais aussi en vue de lutter contre les injustices réciproques et,

---

<sup>1</sup> Il convient de rappeler à ce propos que les sujets de l'échange doivent être, par le biais de la convention, mis sur un pied d'égalité et que c'est la garantie de cette égalité, de par la justice corrective, comme l'avait souligné Aristote, qui doit garantir à ces sujets l'égalité des chances. Dès lors sans égalité proportionnelle il ne peut pas y avoir échange équitable, car dans ces conditions le profit de l'un implique nécessairement le dommage de l'autre. Pour cette raison Aristote disait qu'il ne peut pas y avoir vie sociale sans échange proportionnel. Et bien entendu si cette vie sociale existe elle est hautement problématique car elle implique la richesse ostentatoire d'un côté, et la misère de l'autre.

<sup>2</sup> Il faudrait plutôt parler de l'universalité des échanges, car nous n'échangeons pas uniquement des biens et des services, mais nous échangeons aussi dans le dialogue, l'amitié, la création, la sexualité, etc., etc.. Car il convient de tenir présent à l'esprit qu'il y a pas d'existence sans coexistence. Donc que l'être humain n'est pas un animal destiné à vivre dans la solitude. De là la nécessité de construire des ordres – des nations au niveau particulier, comme au niveau international – capables de promouvoir les échanges et la solidarité, tout en luttant contre les injustices réciproques.

bien évidemment, en vue de la solidarité. Or, pour ce qui est de la société internationale à l'époque classique du capitalisme – plus précisément avant la première guerre mondiale – il convient de rappeler qu'il n'existait pas alors une instance capable de lutter contre les injustices réciproques. Dans cet ordre du monde, en effet, chaque nation, à partir de la raison de sa force, s'accordait le droit de soumettre, voire de détruire l'altérité ; soit pour construire sa suprématie, soit pour conquérir un espace vital. De sorte qu'au sein de cet ordre du monde les nations tendaient à se construire en tant que communautés faites pour la guerre. Naquit alors la nécessité d'alliances et par conséquent l'apparition de coalitions destinées à soutenir une nation dominante contre son adversaire, ou ses adversaires. Tout ceci au sein d'un ordre du monde où, en marge des ordres nationaux, il y avait des peuplades objet de toutes les convoitises<sup>3</sup>, car la suprématie impliquait nécessairement la puissance impériale, dont le modèle était précisément l'Empire anglais. Lequel était composé de colonies de peuplement – Canada et Australie par exemple – ainsi que des colonies administrées, dont le sous-continent indien fut le modèle par excellence.

Nous pouvons dès lors constater que dans ce monde classique il n'y avait pas, au niveau international, une instance supérieure capable de réguler les rapports conflictuels entre les nations. Certes Kant avait déjà parlé de la nécessité d'un ordre institutionnel capable d'assurer la paix perpétuelle entre les nations. Mais le projet de cet ordre ne va se manifester pratiquement qu'au lendemain de la première guerre mondiale et fut précisément impulsé par les célèbres « quatorze points » du Président Wilson<sup>4</sup> de janvier 1918.

Le système dit du capitalisme classique fut, ainsi, capable d'organiser les échanges au niveau international selon le principe de l'égalité proportionnelle et ceci grâce à l'existence de l'étalon or. En effet les automatismes de ce système permettent non seulement d'empêcher le surendettement et la faillite des

---

<sup>3</sup> De là précisément la Conférence de Berlin de 1885. Laquelle va conduire au partage de l'Afrique Noire.

<sup>4</sup> Rappelons que dans ces « quatorze points » Wilson parle non seulement de la libération des peuples et de la justice pour tous, mais aussi et surtout de la nécessité d'une sécurité collective garantie par une Société des Nations.

nations – comme il en est le cas actuellement – mais aussi d'assurer le libre échange, tout en donnant aux nations déficitaires la possibilité de pratiquer le protectionnisme. Ce qui veut dire, plus concrètement, que les échanges sur le marché international se réalisèrent, au sein de cet ordre, selon le rapport entre le libre échange et le protectionnisme.

Ceci veut donc dire que les réserves or de chaque nation dépendaient soit de la production de ce métal, soit du commerce international. Si nous laissons de côté la production du métal jaune qui était semblable à celle de tout autre bien, nous pouvons dire que l'importance des réserves or dépendait de la capacité productive des nations. De sorte que les grandes puissances exportatrices – comme l'Angleterre – étaient des nations excédentaires, tandis que les sociétés peu productives tendaient à être déficitaires. Or, dans ces conditions, une nation faible ne pouvait pas se permettre un accroissement constant de son déficit, car elle tendait alors à perdre ses réserves et donc la possibilité même d'avoir une monnaie papier stable en circulation. Ces nations étaient ainsi obligées, avant de connaître une telle situation, de prendre des mesures protectionnistes, pour pouvoir ainsi réduire les importations et accroître les exportations. Ce qui permettait le retour à l'équilibre, voire aux excédents et donc au libre échange.

Ainsi, le protectionnisme était un état d'exception qui permettait le retour au libre échange. Dans ces conditions le protectionnisme du côté des forts, ainsi que les subventions à la production et aux exportations, le dumping, étaient considérés comme des politiques dangereuses et déloyales à l'égard des partenaires du marché international. A présent laissons de côté le rôle régulateur de l'étalon or au niveau externe, et rappelons toutefois que le niveau des taux d'intérêt était essentiellement déterminé par l'abondance ou la rareté de ce métal. Mais, cette abondance et cette rareté étaient conditionnées par la capacité productive des nations. Donc en dernière instance par son niveau d'individualisation. Car les sociétés où les seigneurs forment un tout et où le peuple n'est rien, sont des sociétés moins productives que celles où la grande majorité de ses membres sont capables de développer la plénitude de leurs

capacités<sup>5</sup>. Ceci est particulièrement vrai au sein de l'ordre dit classique du capitalisme, où la capacité économique des sociétés était le résultat des conditions internes : de l'économie nationale.

Cela étant souligné, revenons au problème de la crise de l'étalon or, laquelle va se produire à la suite de la première guerre mondiale et va provoquer la Grande dépression des années Trente. En tout état de cause, il convient de remarquer, comme nous allons le montrer par la suite, que cette crise ne fut pas la conséquence de l'existence de la « relique barbare » (Keynes) comme étalon monétaire. Nous avons vu jusqu'à quel point cette monnaie jouait un rôle régulateur de première importance. Puis, « last but not least », nous avons affaire avec l'or comme étalon, à une monnaie unique universelle qui est indépendante des pouvoirs monétaires particuliers. Bien évidemment par cela nous ne voulons pas dire que ce système monétaire ne doit pas être dépassé. La nécessité de son dépassement avait déjà été remarquée par Adam Smith ; car pour lui son coût de production et d'entretien était trop élevé. S'ajoute à cela le fait que sous le règne de l'étalon or, les Etats ne disposent pas d'une politique monétaire et ne peuvent donc pas déterminer le taux de rémunération de l'épargne, ni une hiérarchie du taux de crédit. Par conséquent, il s'agit bien d'aller au delà de l'or comme étalon, mais ce processus doit être fait sous certaines conditions, dont le but fondamental est la réalisation d'une véritable communauté des nations, se manifestant dans l'universalité des rapports. Car il convient de rappeler que la politique s'accomplit dans le cosmopolitique.

Par conséquent la raison axiologique aurait voulu que l'ordre libéral classique s'accomplisse dans et par la communauté des nations puis dans et de par la solidarité. Bien entendu, les esprits n'étaient pas mûrs pour réaliser une telle perspective. Car il ne faut pas oublier que la fin du dix-neuvième et le début du vingtième fut l'époque des expositions universelles, où les indigènes des colonies étaient présentés tels des animaux. Ceci veut dire par conséquent

---

<sup>5</sup> Nous pouvons à ce propos faire la différence entre le sud et le nord des Etats-Unis avant la guerre de sécession, où une société esclavagiste s'opposait à une société dans laquelle chacun tendait à se manifester dans la plénitude de ses droits.

que ce monde développé, sujet du processus politique – à partir de la Révolution anglaise -, continuait à croire que les populations conquises et administrées des colonies n'étaient pas humaines. Ainsi, des particularités (de l'humain) se sont appropriées la dimension universelle (de l'Humain) et l'ont nié aux autres. Ce qui impliquait nécessairement, comme on peut aisément le comprendre, non seulement cette négation des autres particularités, mais aussi et surtout la négation de l'universalité. Donc de la dimension axiologique de l'humain.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas difficile de constater que le chemin suivi par le processus historique fut très différent de ce qu'il devait être. Les conditions de la guerre dans l'Ancien Continent ont fait que les Etats-Unis se sont trouvés en dehors du conflit armé. Et c'est, pour résumer, précisément cette position de neutralité qui a permis à la nation de l'Oncle Sam de se transformer en machine à produire – des armes, des biens et des services – pour les pays du champ de bataille. En outre, ces circonstances ont permis aux Etats-Unis de contrôler, en quelques années, la réserve la plus importante de l'or monétaire. Car les pays engagés dans la guerre payaient leurs achats et leurs commandes avec leurs réserves de métal jaune. Nous allons, dès lors, constater une augmentation considérable des réserves or des Etats-Unis et des diminutions considérables de ces réserves du côté des pays du champ de bataille.

Rappelons qu'avant la première guerre mondiale, l'ordre des principales réserves or était le suivant : Premièrement, l'Angleterre. Deuxièmement, l'Allemagne. Troisièmement les Etats-Unis, puis en quatrième place, la France. Le fait est que fin 1913 la Réserve Fédérale, qui venait d'être créée, contrôlait 15% des réserves or du monde. En 1920, cette proportion est passée à 30% et elle fut de 44% fin 1931<sup>6</sup>. Notons que cette progression fut le résultat tout d'abord de la politique dite du « cash and carry » (payer en liquide et amener sa

---

<sup>6</sup> Bien évidemment si il y a augmentation des réserves or aux Etats-Unis, nous devons constater des diminutions de ces réserves du côté des pays du champ de bataille. En France nous constatons ce phénomène avec la Réforme Poincaré du 25 juin 1928, qui provoqua la dévaluation du franc papier de 4/5 de sa valeur. Car il y avait à l'époque trop de papier en circulation par rapport aux réserves or.

marchandise) et puis celle du remboursement du crédit fait aux alliés, à partir de l'engagement des Etats-Unis dans cette conflagration, le 18 avril 1917.

Du point de vue théorique cette suraccumulation d'or – du jamais vu dans l'histoire monétaire – ne devait pas poser de problème majeur. Elle ne devait pas, en tout cas, conduire au dépassement de l'étalon or. Car tout pays excédentaire – quelle qu'ait été l'importance de cet excédent – avait, dès lors, un pouvoir d'achat supplémentaire lui permettant d'importer plus de biens et pour ses citoyens de voyager. Ce qui, par les automatismes du métal jaune, provoquait le recyclage de ces excédents au niveau international. Or, force est de constater que ce phénomène ne s'est pas produit alors. Et ceci à cause du fait que les autorités responsables ont thésaurisé, démonétisé, désactivé<sup>7</sup> une partie chaque fois plus importante de ces excédents. Cette politique de thésaurisation va commencer tout de suite après la fin de la guerre et va atteindre son apogée à la fin 1931. L'économiste allemand Reiner Hellemann expliqua ce problème de la façon suivante : « Après 1919, l'Amérique fut le seul pays à maintenir l'étalon or. Aussi ne lia-t-elle pas l'émission de papier monnaie aux entrées d'or. Bien au contraire elle thésaurisa une part importante de l'or monétaire du monde, sans accroître en proportion sa masse monétaire et sans laisser refluer vers l'Europe, sous forme de commandes, l'or qu'elle avait retiré. La politique américaine de l'or contribua ainsi à la stagnation d'entre-deux-guerres qui allait aboutir à la grande crise économique<sup>8</sup> ».

Il convient de comprendre que cette politique de thésaurisation fut dans sa première phase la cause du raccourcissement des cycles économiques<sup>9</sup> tout de suite après la fin de la première guerre mondiale. Phénomène que nous constatons en 1921, 1925 et 1929. De telle sorte qu'on aurait dit que la machine économique avait à peine le temps de se mettre en marche, pour tomber très vite en panne. Bien évidemment, ce phénomène de raccourcissement des cycles économiques va conduire d'une part, à lier leur

---

<sup>7</sup> Ces termes ont ici la même signification et veulent dire non seulement accaparer de l'or, mais aussi et surtout le retirer de la circulation.

<sup>8</sup> *La Guerre des Monnaies*, Dunod, Paris, 1977, p.169.

<sup>9</sup> Rappelons que les cycles économiques, de l'époque classique, étaient en moyenne de onze ans : neuf ans de croissance et deux de récession.

manifestation à la théorie marxiste de la crise finale, et d'autre part, à la croyance selon laquelle ce système – le système de l'accumulation élargie, dit système capitaliste – n'arrive plus à s'autoréguler. En tout état de cause les économistes de l'époque n'ont pas vu que ces phénomènes de crises économiques à répétition étaient le résultat de la politique monétaire de la Réserve Fédérale. Or, tout indique que cette pratique ne fut pas marginale, car fin 1931 les Etats-Unis contrôlaient les 44% des réserves mondiales<sup>10</sup>, et que le niveau de thésaurisation était alors de l'ordre de 50%. Ce qui veut dire concrètement qu'à partir de ce moment la Réserve Fédérale avait désactivé l'équivalent de 22% des réserves or du monde.

Bien évidemment, ce manque de liquidité provoqua une contraction brutale de la demande globale, ce qui mènera à la grande crise de 1932 et qui conduira à l'effondrement de 60% des échanges sur le marché international. Cette grande dépression était le résultat de la préférence pour la thésaurisation qui se développera précisément à partir du début de 1932 et qui se maintiendra pendant le reste de cette décennie, ainsi que pendant la deuxième guerre mondiale. Mais indépendamment de cette demande généralisée, l'Etat américain va réussir à contrôler l'essentiel de l'or monétaire du monde. C'est ainsi que lors des Accords de Bretton Woods du 22 juillet 1944, tous les spécialistes s'accordent à dire qu'à ce moment là, les Etats-Unis contrôlaient quelque chose comme le  $\frac{3}{4}$  des réserves or du monde. Ce sont précisément ces Accords qui mettent fin au règne de l'or comme étalon monétaire.

Ceci veut dire, par conséquent, que le dépassement du règne de l'étalon or ne fut pas le résultat d'un projet rationnel, mais le produit d'un processus qui échappe à toute rationalité. A la base de ce mouvement il y a, comme nous avons essayé de l'expliquer, la politique de thésaurisation d'une partie des réserves or contrôlées par les Etats-Unis. Nous avons déjà vu aussi comment la conscience critique de l'époque n'a pas saisi la logique de ces événements. Elle était plutôt focalisée sur la théorie de la crise finale de Marx et donc sur la philosophie de l'Histoire du père du socialisme dit scientifique. Notons, en

---

<sup>10</sup> Voir à ce propos : *Histoire Economique et Sociale du Monde*, rédigé par Pierre Léon, Armand Colin, Paris, 1978, T.5, p. 169.

passant, que la thèse de la crise de 1929, comme étant la cause de ce grand dérèglement, de Kenneth Galbraith<sup>11</sup> va apparaître après la guerre. En tout cas, il est difficile de comprendre comment un phénomène aussi marginal que la bourse de l'époque, a pu produire une catastrophe aussi importante. Car il ne faut pas oublier qu'à l'époque, l'indice Dow-Jones avait atteint à peine le niveau de 380 points<sup>12</sup>. En réalité, l'interprétation de Galbraith a plutôt joué un rôle négatif dans la compréhension de la réalité économique de l'époque actuelle. Elle a détourné l'attention par rapport au grand problème de toute cette période historique qui a commencé avec la première guerre mondiale et qui ne s'est pas encore achevée.

Cela étant dit, revenons à ce problème de thésaurisation des réserves or par les Banques centrales. En l'occurrence, par une Banque centrale, la Réserve fédérale : Posons nous la question de savoir si la théorie économique avait prévu des mesures pour éviter une telle pratique ? La réponse est, à notre connaissance, négative. Tout indique en effet que la pensée économique n'a pas cru nécessaire de réfléchir sur un tel événement. Car tout laissait penser que toute Banque centrale<sup>13</sup> avait intérêt à monétiser ses réserves or, car le niveau d'activité économique d'une nation était nécessairement en rapport direct avec l'abondance de la monnaie en circulation. Donc, le fait d'accaparer de l'or pour le retirer de la circulation, tel un vulgaire avare, ne pouvait être qu'une idée absurde et dangereuse qui ne pouvait effleurer l'esprit d'une personne raisonnable. D'ailleurs, le seul texte où cette idée apparaît comme un projet englobant, est un texte antisémite attribué à la police politique zariste, les célèbres *Protocoles des Sages de Sion*, publiés en Suisse en 1897. En effet selon ce texte, le but de cette confrérie est « d'accaparer l'or » du monde « et

---

<sup>11</sup> En effet John Kenneth Galbraith publia son étude sur la Grande crise – *The Great crash* – en 1955. Il est considéré comme l'économiste le plus lu de l'époque moderne. Son analyse sur la crise boursière de 1929 va devenir la thèse dominante pour expliquer la Grande dépression des années Trente.

<sup>12</sup> Rappelons par exemple qu'à l'époque actuelle cet indice a déjà frôlé le 11.000 points, à la veille de la crise dite de la nouvelle technologie, le 10 mars 2000.

<sup>13</sup> Il convient de rappeler que les Banques centrales ont commencé à jouer un rôle de première importance avec la Peel's Act de 1844. Laquelle va donner à la Banque centrale le monopole de l'émission monétaire. Avant cette date les banques privées émettaient du papier monnaie en fonction de leurs réserves or.

de le faire retirer de la circulation »... Car « l'argent est fait pour circuler, et toute congestion monétaire est fatale à la marche des affaires publiques ». Vingtième Protocole.

Cela dit, la crise des années vingt et trente va conduire au dépassement de l'or comme étalon et à la formation du règne du dollar des Etats-Unis (l'USD). En tout état de cause, le célèbre projet de la création d'une communauté des nations fut un échec car le Sénat des Etats-Unis s'est prononcé contre. De telle sorte que cette communauté, la Société des Nations, n'a pas pu être viable à cause de l'absence de la puissance principale. Puis la lutte pour la survie dans laquelle étaient engagées les nations va conduire à l'émergence des pouvoirs prédateurs et criminels, comme les pouvoirs de Hitler et celui de Staline

## II) *Les Accords de 1944*

Comme nous venons de le souligner, à l'époque de la signature des Accords de Bretton Woods, le 22 juillet 1944, les Etats-Unis contrôlaient quelque chose comme le  $\frac{3}{4}$  des réserves or du monde. Le projet qui va s'imposer lors de cette négociation, c'est le Plan défendu par la délégation américaine, conduite par Dexter White. Pour sa part Keynes – qui dirigeait avec Lord Halifax la délégation anglaise – va proposer le célèbre plan du Bancor, dont le but était de créer un référentiel international appelé bancor auquel devaient être liées en parité fixe les monnaies nationales, au sein d'une Union de Règlements Internationaux. En anglais : « International Clearing Union » (ICU).

Nous étudierons le plan de Keynes à la fin de cette Postface. Pour le moment nous allons chercher à comprendre le sens et le devenir des Accords de 1944. Car il s'agit de comprendre en première instance qu'à l'époque il n'était plus possible de continuer sous le règne de l'étalon or, puisque les Etats-Unis, comme nous venons de le souligner, contrôlait l'essentiel de l'or monétaire. Par conséquent, étant donné les circonstances, le système dit de Bretton Woods se présente comme le seul système viable. Car le but essentiel était alors le recyclage des excédents contrôlés par les Etats-Unis. Et c'est précisément ce qui va se produire avec le système du change or : le « gold exchange standard<sup>14</sup>. En effet, à Bretton Woods, on est passé du patron or – du « gold standard » au patron du change or. Ce qui veut dire concrètement qu'avec le nouveau système il n'y a pas démotivation de l'or, simple passage au règne du dollar (USD) mais plutôt le fait que le papier monnaie des Etats-Unis va être garanti, en tant que monnaie de réserve internationale, par les réserves or de l'Oncle Sam.

---

<sup>14</sup> Il convient de faire remarquer que le concept de « Gold Exchange Standard » apparaît avec la Conférence de Gênes, du 19 mai 1922. A l'époque, la rareté du métal jaune – pour les raisons indiquées ci-dessus – avait conduit à l'acceptation, par les Banques centrales, des Livres Sterling et des dollars (USD) comme des valeurs aussi bonnes que l'or. Par la suite, il fut surtout question des balances dollars. Et le concept d'étalon de change or va s'imposer plus tard au système de Bretton Woods. Donc à ce système dans lequel une monnaie nationale – l'USD – va véhiculer la valeur du métal jaune et sera tenue pour aussi bonne que l'or.

De sorte que dans le système de 1944, l'or continua à être la monnaie de réserve en dernière instance. Ce qui veut dire aussi que le dollar était sous le patron or : « Was on the gold standard », comme on disait à l'époque. Il est, dès lors, très important de comprendre que le rapport du dollar avec l'or n'était pas celui de la convertibilité, comme on tend à le dire, mais plutôt celui de la garantie. Car à l'époque – entre le 22 juillet 1944 et le 15 août 1971 – toutes les monnaies convertibles<sup>15</sup> pouvaient être converties en or. Donc, dans ces circonstances et par définition, les monnaies qui ne permettaient pas d'acheter l'or, étaient les monnaies non-convertibles, cas du rouble par exemple. En tout état de cause, les monnaies non-convertibles étaient alors celles qui n'étaient pas garanties par des réserves en USD.

Cela étant souligné, revenons à la logique du système de Bretton Woods. En effet cet ordre était un système de parité fixe. Plus précisément de parité stable et ajustable. Mais il convient de faire la différence au sein de ce système, de deux niveaux de parité. D'un côté, la parité du dollar avec l'or, et de l'autre côté, la parité des monnaies convertibles avec le dollar.

En ce qui concerne le premier niveau, la parité fut fixée en 1944 à 35 dollars l'once d'or<sup>16</sup>. Ceci voulait dire concrètement que les Etats-Unis se compromettaient d'une part, à acheter tout l'or leur étant offert sur le marché international au prix de 35 dollars l'once d'or, et de l'autre à garantir sa monnaie à ce taux<sup>17</sup>. Bien évidemment c'est cette dernière partie la plus importante et c'est, d'ailleurs, par le biais de ce mécanisme que le recyclage des réserves or contrôlées par les Etats-Unis va se produire.

---

<sup>15</sup> Il est fondamental de comprendre que le passage au système du change or a impliqué la disparition de l'existence d'une monnaie commune à toutes les nations : l'étalon or. Il va, dès lors, se manifester cette différence entre les monnaies convertibles et celles qui ne le sont pas. Il convient aussi de noter que cette distinction renvoyait alors à la divergence entre les sociétés marchandes et celles qui, suivant Marx, considéraient le marché comme la manifestation de la vénalité et de la prostitution universelle. C'est ainsi que les pays socialistes du bloc soviétique se sont mis en marge des Accords de 1944.

<sup>16</sup> Notons que cette parité fut maintenue jusqu'au 17 mars 1968. Moment de l'apparition du double marché de l'or. Nous assistons alors au début de la fin du système de l'étalon de change or.

<sup>17</sup> C'est pour cette raison que la devise inscrite dans le papier monnaie de la Réserve Fédérale était : « As good as gold », aussi bon que l'or.

Ceci étant dit, passons maintenant au deuxième volet du système du change or. Plus précisément au rapport de la parité stable et ajustable entre les monnaies convertibles et le dollar. En effet, chaque monnaie convertible devait annoncer une parité par rapport au dollar et se devait d'essayer de maintenir la dite parité, dont les marges de fluctuations étaient de plus au moins 1%<sup>18</sup>.

Mais avant de rentrer dans le domaine de la souveraineté monétaire de chaque pays, il convient de rappeler, comme il a été souligné dans cette *Introduction*, que la valeur de change d'une monnaie dépend de son abondance ou de sa rareté sur le marché international. De sorte que pour les pays faibles<sup>19</sup>, il s'agissait d'éviter la sortie de leur monnaie. Ce qui pouvait s'obtenir par le biais de l'absence de crédit aux non-résidents et bien évidemment par le contrôle monétaire.

En tout état de cause, dans ce rapport entre les monnaies convertibles et le dollar, les variations dans la valeur de change concernaient les premières. Ceci veut dire concrètement que les monnaies convertibles variaient par rapport au dollar : soit elles s'appréciaient, soit elles se dépréciaient. A la question de savoir pourquoi une monnaie se dépréciait, par rapport au dollar, la réponse était simple : parce qu'elle était en surabondance sur le marché international<sup>20</sup>. Bien évidemment dans le cas contraire – en cas de rareté – nous disions que cette monnaie s'appréciait par rapport au dollar.

Mais au sein de ce système de parité stable et ajustable, une Banque centrale ne pouvait pas laisser sa monnaie s'apprécier ou se déprécier au-delà de  $\pm 1\%$ . Ce qui veut dire que cette Banque centrale devait intervenir soit en achetant sa monnaie – avec ses réserves dollars – lorsqu'elle se dépréciait, soit en la vendant – pour acheter des dollars – lorsqu'elle s'appréciait. Le but étant dans la pratique, pour cette Banque centrale, d'éponger la surabondance de sa monnaie, en cas de dépréciation, ou de réduire sa rareté dans le cas contraire. En tout cas, le changement de parité ne pouvait se faire qu'une fois que la Banque centrale en question eut réussi à stabiliser sa monnaie. C'est alors seulement que le pouvoir supérieur de la dite nation annonçait une appréciation ou une dépréciation de sa monnaie. Plus précisément, l'annonce officiel d'un nouveau cours de sa monnaie. Bien évidemment cet ajustement de la parité

---

<sup>18</sup> Signalons que ces marges de fluctuations sont conventionnellement représentées par le signe :  $\pm 1\%$ .

<sup>19</sup> Rappelons qu'au début de cette expérience la plupart des pays faisant partie des mécanismes de 1944 étaient dans une situation d'affaiblissement très importante, soit pour cause de guerre – comme l'Allemagne ou la France -, soit pour cause de manque de développement comme les pays de l'Amérique Latine, où l'Argentine était une exception.

<sup>20</sup> A ce propos, nous parlons soit en termes quantitatifs – abondance ou rareté -, soit en termes marchands : offre ou demande. On peut dès lors dire qu'une monnaie est en surabondance ou tout simplement qu'elle est surofferte. Ceci de la même manière qu'on peut dire qu'une monnaie est rare ou très demandée.

était conditionné par le niveau des réserves en dollars. Ce qui veut dire concrètement que l'appréciation d'une monnaie<sup>21</sup> se produisait lorsqu'il y avait surabondance des réserves en dollars et la dépréciation dans le cas contraire. Ceci veut dire, par conséquent, qu'au sein de ce système, de la parité stable et ajustable, les autorités responsables des monnaies convertibles avaient la pleine souveraineté non seulement de l'émission et de la politique monétaire, mais aussi du maintien ou du changement de son cours. Rappelons aussi que parmi les atouts de ce système va se trouver notamment le recyclage des excédents or contrôlés par les Etats-Unis. Car, à partir des Accords de 1944, les Etats-Unis vont se trouver avec une balance des capitaux déficitaire<sup>22</sup>. Ce qui impliquait l'apparition de surplus de dollars dans les pays excédentaires. Or, c'est précisément ces excédents de dollars qui vont permettre à ces pays de pouvoir reconstituer leurs réserves or. Car ces excédents pouvaient être échangés contre des réserves or. Ainsi le système de Bretton Woods va permettre le recyclage des immenses réserves or contrôlées par les Etats-Unis<sup>23</sup>.

Il convient toutefois de remarquer que ce recyclage aurait pu se faire dans un temps plus court. Pour cause de guerre froide – de l'antagonisme entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, donc du capitalisme contre le communisme – les nations excédentaires vont accepter de soutenir le dollar à travers le système du Pool de l'or, entre 1961 et 1968. Selon ce système en effet, les nations excédentaires<sup>24</sup> se compromettaient à vendre de l'or sur le marché libre de Londres, au prix de 35 dollars l'once. Le but de cette opération étant celui de calmer la surdemande du métal précieux. Car avec le développement du système de 1944, les réserves or des Etats-Unis avaient diminué considérablement.

De sorte que le Pool de l'or va retarder le recyclage dont il est question. Car la finalité immanente du système de 1944 était celle de recycler les excédents considérables de métal jaune, contrôlés par les Etats-Unis. Et c'est précisément ce processus qui va être remarqué par De Gaulle – dans sa Conférence de Presse du 4 février 1965 – lorsqu'il dit qu'il fut un moment, lors des Accords de Bretton Woods, où « presque toutes les réserves d'or du Monde se trouvaient... détenues par les Etats-Unis ». Ce qui ne fut plus le cas à l'époque de sa Conférence de Presse, car « le total des réserves d'or des Six équivaut aujourd'hui à celui des Américains. Il le dépassait même si les Six décidaient de

---

<sup>21</sup> Rappelons que cela fut le cas du Deutschmark, à la fin de la période de l'étalon de change or ; plus concrètement avant la suppression de la garantie or du dollar, le 15 août 1971.

<sup>22</sup> Notons à ce propos que la balance commerciale des Etats-Unis est restée excédentaire jusqu'en 1971. Par contre, la balance des capitaux sera déficitaire pendant la période du système du change or, à cause du fait que les américains achetaient beaucoup d'entreprises et des biens immobiliers, et ce généralement à l'extérieur.

<sup>23</sup> Car il s'agit de comprendre que ce système était un système de transition. Son but immanent était celui de produire ce recyclage. Certes, à l'époque de sa constitution, ce but n'était pas conscient. Dans toute cette histoire le monde a marché à tâtons. Le moins qu'on puisse dire est que la pensée du temps n'était pas précédée par le flambeau de la raison.

<sup>24</sup> Cet ensemble constituait le Comité des Dix auquel participaient, à côté des Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique, le Japon, la Suède et le Canada.

transformer en métal précieux les dollars qu'ils ont à leur compte ». Puis il ajoute : « C'est à dire que la convention qui attribue au dollar une valeur transcendante comme monnaie internationale ne repose plus sur sa base initiale à savoir la possession par l'Amérique de la plus grande partie de l'or du monde ».

C'est précisément cet état des choses, au sein du SMI, qui va conduire, tout d'abord, au fait que la France va se retirer, en 1967, du Pool de l'or, puis à la création du double marché de l'or, le 17 mars 1968. Pour terminer enfin avec la suppression de la garantie or du dollar ; décision prise par le Président Nixon, le 15 août 1971.

En tout état de cause, De Gaulle, lors de sa Conférence de Presse, soulignait déjà la nécessité du dépassement du système de l'étalon du change or, car « les circonstances sont telles aujourd'hui qu'on peut se demander jusqu'où irait le trouble si les Etats qui détiennent des dollars en viennent tôt ou tard, à vouloir les convertir en or ? » Puis il ajoute à cette question : « Lors même, d'ailleurs, qu'un mouvement aussi général ne se produirait jamais, le fait est qu'il existe un déséquilibre en quelque sorte fondamental ». Ceci car les Etats-Unis ont le « privilège exorbitant » de pouvoir payer ce qu'ils doivent « avec des dollars qu'il ne tient qu'à eux d'émettre<sup>25</sup> ».

C'est d'ailleurs pour cette raison que De Gaulle proposa alors la renégociation des Accords de 1944. En effet, « comme le problème peut être considéré dans les conditions voulues de sérénité et d'objectivité – car la conjoncture actuelle ne comporte rien qui soit, ni très pressant, ni très alarmant – c'est le moment de le faire ». Par conséquent, il était clair pour De Gaulle qu'il ne fallait pas laisser perdurer le système de l'étalon du change or, et surtout qu'il ne fallait pas accorder au pays de l'oncle Sam le droit et le privilège exorbitant d'émettre la monnaie internationale. C'est précisément pour éviter de telles éventualités que, nous dit-il, « la France préconise que le système soit changé ». Or, ce changement ne pouvait se faire que par la renégociation des Accords de 1944 et donc par le retour à l'étalon or.

Car comme le dit De Gaulle : « étant donné la secousse universelle qu'une crise survenant dans ce domaine entraînerait probablement, nous avons en effet toutes raisons de souhaiter que soient pris, à temps, les moyens de l'éviter. Nous tenons donc pour nécessaire que les échanges internationaux s'établissent, comme c'était le cas avant les grands malheurs du monde, sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier ». Il est dès lors clair que pour De Gaulle le dépassement du système du change or était nécessaire, non seulement du point de vue de la justice<sup>26</sup>,

---

<sup>25</sup> Ceci ne veut pas dire que De Gaulle n'avait pas compris que les américains payaient, à l'époque, une partie de leur déficit avec le métal précieux, car comme il le dit lui-même : Les Etats acceptent pour compenser les déficits « des dollars au même titre que de l'or ». Ce qui veut dire qu'une partie de ces déficits étaient payés en dollars, donc en papier qu'ils pouvaient émettre sans aucune difficulté. Et c'est précisément cette dimension qui va se développer exponentiellement à partir des Accords de Washington, du 18 décembre 1971. Comme on le verra par la suite.

<sup>26</sup> Car dans un ordre qui se donne comme but l'égalité des chances – en l'occurrence entre nations – il n'est ni souhaitable ni convenable qu'il y ait une nation qui soit au-dessus de la règle commune, qui ait droit à des privilèges, qui plus est, exorbitants.

mais aussi pour éviter de créer les conditions d'une crise d'ordre universel comme celle dans laquelle notre moment historique s'enfonce de plus en plus. Mais avant d'analyser la logique de ce devenir il n'est pas inutile de se poser la question de savoir comment se fait-il que cette parole n'ait pas été écoutée, qu'elle n'ait pas été prise en compte. Car la vérité est que cette parole va être marginalisée, voire oubliée, indépendamment de l'importance historique du personnage qui l'a prononcée. Car ce que De Gaulle n'a pas expliqué à l'époque c'est essentiellement : 1) le fait que le métal jaune n'ait pas été la cause de la Grande crise, et 2) que l'or joue un rôle régulateur au niveau international.

Pour ce qui est du premier point, nous avons vu ici que la cause de la Grande crise fut précisément la politique de démonétisation d'une partie des réserves contrôlées par les Etats-Unis. Et tout indique que cette politique de stérilisation du métal jaune va commencer à la fin de la Première Guerre Mondiale. En tout état de cause, la rareté d'or, au niveau international, fut déjà constatée au début des années vingt. C'est d'ailleurs pour cette raison que va se produire la Conférence de Gênes, du 19 mai 1922. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, c'est cette politique de désactivation menée par la Réserve Fédérale qui va provoquer au niveau international une préférence pour la thésaurisation du métal jaune. Et c'est précisément cette propension à la thésaurisation qui va provoquer l'effondrement de 1932 : la Grande crise de surproduction et, par là même, de la contraction brutale de la demande au niveau international. Rappelons qu'à l'époque on tendait à croire que la cause de cette crise était la crise boursière de la fin octobre 1929. C'est la thèse qui va s'imposer à l'esprit du temps.

En deuxième lieu, De Gaulle n'a pas expliqué que l'étalon or jouait un rôle régulateur au niveau international. De sorte que les pays excédentaires tendaient à fonctionner en libre-échange, tandis que les pays déficitaires étaient obligés de pratiquer du protectionnisme. Car une augmentation continue du déficit extérieur ne pouvait mener qu'à l'épuisement des réserves or et à la réduction des investissements et de l'échange ; donc, à l'appauvrissement et à la paupérisation des nations. De sorte que par ces automatismes, l'ordre international n'avait pas besoin d'un FMI, ni d'une quelconque organisation mondiale du commerce (GATT, OMC). En effet c'est par la loi des contraires – libre-échange protectionnisme – que ce système s'autorégulait.

Bien évidemment cette thèse n'était pas alors à l'ordre du jour. Pour l'esprit de l'époque, le système ne s'autorégulait plus et nous allons assister, dès lors, à la polarisation des contraires. En effet, les libres échangistes s'opposaient très farouchement aux protectionnistes. Ceci de la même manière que les partisans de la main invisible s'opposaient aux partisans de la main d'un guide, d'un être messianique capable de conduire son peuple vers le temps du bonheur.

En tout état de cause, l'esprit de l'époque n'a pas pris conscience du fait que, si bien il est vrai qu'il fallait dépasser le règne de l'or comme étalon, il n'est pas moins vrai que ce dépassement ne peut pas se faire sans un début d'accomplissement de la raison conventionnelle. Car, comme nous l'avons déjà indiqué, suivant en cela la pensée aristotélicienne, toute communauté sociale existe en vue non seulement de promouvoir les échanges, mais aussi de lutter

contre les injustices réciproques<sup>27</sup> et en vue de la solidarité. Ainsi, l'existence d'une véritable communauté des nations<sup>28</sup> est la condition rationnelle du dépassement du règne de l'or comme étalon. Car seul un tel ordre peut être capable de créer les conditions de l'universalité des rapports, tout en empêchant les guerres ainsi que la paupérisation des nations les plus faibles. En d'autres termes, le dépassement de l'or comme étalon, implique l'existence d'une régulation institutionnelle. Donc, d'un ordre capable de se réguler rationnellement.

Cela dit, revenons à l'expérience du règne des monnaies nationales. Essayons de voir si ce règne implique un acquis qui pourra être utile dans la perspective du dépassement du règne de l'or comme étalon. Car il convient de comprendre que nous ne défendons pas ici le projet en tant que tel du Général De Gaulle. Pour lui, il s'agit de dépasser le règne de l'étalon du change or, pour revenir à l'étalon or. Pour notre part, il s'agit certes de dépasser l'étalon du change or, pour revenir à l'étalon or, mais ceci en vue de créer les conditions de son dépassement dans un ordre supérieur. Plus précisément dans et par la création d'un référentiel, une Unité de Compte Internationale (UCI)<sup>29</sup>, qui soit le produit de la pondération des principales monnaies nationales, avec en plus le métal jaune. Bien évidemment cet ordre monétaire ne peut exister en dehors d'une Communauté Universelle des Nations capable de se reproduire dans la paix et la sécurité. Nous approfondirons cette problématique plus loin.

Pour le moment, il convient de rappeler que l'étalon or permet la régulation des échanges au niveau international, par le rapport entre le libre échange et le protectionnisme. Mais cet étalon a des côtés négatifs au niveau des économies nationales, plus précisément :

- 1) Coût très élevé de production et d'entretien de l'instrument monétaire.
- 2) Propension à la thésaurisation.
- 3) Propension déflationniste.
- 4) Taux d'intérêts courants en rapport inverse à l'abondance et à la rareté d'or circulant dans une nation donnée.
- 5) « Last but not least », absence de politique monétaire.

Pour ce qui est du premier point, rappelons que ce fut Adam Smith le premier théoricien, comme nous l'avons déjà souligné, à avoir parlé de cette problématique. Rappelons en tout cas que pour Aristote, la monnaie s'appelle en grec la « nomisma » - de « nomos » loi – et qu'il s'agit par *convention* de trouver un instrument capable de jouer ce rôle. Nous savons à présent que le papier (monnaie) peut jouer aisément ce rôle<sup>30</sup>.

---

<sup>27</sup> Dans les « quatorze points » de Wilson, du 8 janvier 1918, il est principalement question de la justice et de la sécurité collective garanties par une Société des Nations.

<sup>28</sup> Car nous ne devons pas oublier que le politique s'accomplit dans le cosmopolitique. De ce point de vue, la lutte pour l'existence d'une communauté particulière n'est pas en elle-même une perspective axiologique. Ceci est d'autant plus vrai que le particularisme implique nécessairement la négation de la différence et la négation des valeurs d'ordre universel qui sont la base même d'une perspective d'ordre axiologique.

<sup>29</sup> Il s'agit par conséquent d'un référentiel abstrait, d'un étalon panier, et non pas d'une monnaie unique. Nous parlons plus loin de ce concept et de la logique d'un tel système.

<sup>30</sup> Rappelons que le papier monnaie est apparu en Chine à l'époque des Trois Royaumes combattants (960-1060). Dans l'histoire du monde occidental, cet instrument se développa en

En deuxième instance, cette dimension négative de l'étalon or se manifeste dans le phénomène de la thésaurisation. Car, comme nous l'avons souligné la thésaurisation réduit la quantité de monnaie en circulation et provoque ainsi la déflation. Mais comme on peut le comprendre aisément, ce phénomène de rareté de monnaie ne peut pas se produire sous le règne du papier monnaie car la Banque centrale a toujours la possibilité d'émettre de la monnaie et de réduire par ce biais ce phénomène de rareté. Bien évidemment, cette possibilité ne peut exister qu'au sein d'un système monétaire national où la Banque centrale participe à la souveraineté nationale et dispose donc du droit d'émission puis est prêteur en dernière instance. Ceci veut dire par conséquent que les systèmes monétaires régionaux – cas du Franc CFA et de l'Euro – où les banques nationales n'ont pas ces possibilités, n'ont pas, par là même, la capacité de surmonter le phénomène de la rareté de monnaie<sup>31</sup>, comme est en train de le faire le Japon actuellement, depuis 2004.

Cela dit passons au troisième point, qui est le problème de la tendance déflationniste du système de l'étalon or. Il est important de rappeler, en effet, que sous le règne de l'or comme étalon, au niveau des économies nationales, il y avait un rapport entre la thésaurisation et l'épargne. Ce phénomène était en relation avec les cycles économiques. De telle sorte que la propension à la thésaurisation s'imposait pendant les périodes récessives, tandis que l'épargne se développait pendant les phases de reprise économique. C'est d'ailleurs pour cette raison que les théoriciens classiques – y compris Keynes dans sa *Théorie Générale* – nous disaient que la croissance économique dépendait de l'épargne.

Certes la déflation (la rareté de monnaie en circulation) peut exister sous le règne du papier monnaie (au niveau national) – comme nous venons de l'indiquer dans le cas du Japon - mais ce phénomène peut être surmonté par le

---

Angleterre à partir de la formation des Banques régionales (1680) et va devenir monnaie au sens strict du terme – non garanti par une autre valeur que par lui-même – à partir des Accords de 1944.

<sup>31</sup> C'est précisément ce que nous constatons depuis plus d'une décennie dans les pays de l'Afrique, du F-CFA.

moyen d'une politique inflationniste, par le biais de l'émission monétaire<sup>32</sup>. Par conséquent sous le règne du papier monnaie – toujours dans un ordre national où la souveraineté monétaire existe - il est possible de dépasser les tendances déflationnistes, par le biais de l'inflation. Et de ce point de vue, il est important de comprendre que l'inflation modérée joue un rôle régulateur, car elle empêche la propension à la thésaurisation.

Pour ce qui est du quatrième point, c'est-à-dire le phénomène des taux d'intérêt, il convient de rappeler que ces taux sont déterminés, sous le règne de l'or comme étalon, par l'abondance ou la rareté de métal jaune circulant dans une nation. Ce qui veut dire que dans cet ordre il n'y a pas de politique monétaire, car l'Etat ne peut dans ce système ni déterminer les taux d'intérêt, ni le taux de rémunération de l'épargne. Par conséquent, la souveraineté monétaire est un instrument de première importance pour ce qui est de la capacité de gestion, de gouvernance sociales et économiques.

Ceci est d'autant plus vrai que d'une part, le volume des transactions (VT) est déterminé par la quantité de monnaie (Q) multipliée par la vitesse de circulation de la monnaie (VC), et que de l'autre, cette vitesse de circulation est conditionnée par le taux de crédit courant en rapport inverse. Ce qui veut dire concrètement que le taux de crédit conditionne, en rapport inverse, le niveau d'efficacité de la monnaie. Par conséquent, le taux de crédit est – toujours en rapport inverse – la puissance motrice du niveau d'activité économique.

Ainsi, l'expérience de la souveraineté monétaire va nous permettre de comprendre que par delà la relance quantitative – dite Keynesienne – il y a une possibilité de relance qualitative. cette relance dépendant de l'optimalité du niveau d'efficacité de la monnaie. En d'autres termes, puisque le taux d'inflation dépend du rythme d'émission monétaire<sup>33</sup> et que les taux d'intérêt sont

---

<sup>32</sup> A ce propos Paul Krugman disait : « Japan's economy needs a negative real interest rate, and hence needs inflation » Financial Times, october 27, 1998.

<sup>33</sup> Il convient de rappeler ici que pour nous le taux d'inflation, la valeur d'échange, sont déterminés par le rythme d'émission monétaire. Tandis que la valeur de change est conditionnée par l'abondance ou la rareté d'une monnaie sur le marché international. En tout état de cause, ce n'est pas la première qui détermine la deuxième, comme le soutient la théorie de la désinflation compétitive qui est d'ailleurs à la base du Traité de Maastricht et donc du système de la monnaie unique européenne. En effet, pour cette école, le niveau d'inflation

administrés et déterminés par la politique de la Banque centrale, il n'est pas difficile de comprendre que, dans ces conditions, l'Etat a dans la souveraineté monétaire les instruments les plus adéquats pour une relance très forte de l'activité économique.

Ceci nous mène au cinquième point, l'absence de politique monétaire au sein du système de l'étalon or. Ce qui veut dire concrètement qu'au sein de ce système, la Banque centrale ne peut déterminer ni le taux de rémunération de l'épargne, ni les taux d'intérêt. Elle peut par contre, dans ces conditions, administrer le taux d'escompte, tout comme cela se passe sous le règne du papier monnaie. Pour ce qui est du taux obligatoire<sup>34</sup>, donc du taux de rémunération des emprunts publics, il convient de rappeler que ce taux est déterminé essentiellement par la demande du marché et que, par conséquent, ce taux n'est pas administré et ne l'a jamais été et qui plus est, ne peut pas l'être.

Ainsi, sous le règne du papier monnaie apparaît la possibilité non seulement de réguler le taux de rémunération de l'épargne, mais aussi les taux d'intérêt : le coût de l'argent. Bien évidemment dans cette pratique, du point de vue rationnel, il y a un but : rendre la monnaie le plus efficace possible. Et pour ce qui est du taux d'intérêt, un taux d'inflation plus ou moins marginal ne peut que rendre cette finalité possible. Car, par ce biais le taux d'intérêt réel de base bancaire peut être négatif. C'est précisément ce que nous avons constaté dernièrement dans le cas de l'Irlande. En effet si nous prenons le cas de l'année 1999 dans ce pays, nous constatons qu'avec un taux interbancaire de 3%<sup>35</sup> imposé par la Banque Centrale Européenne (BCE) et un taux d'inflation de 6,8%<sup>36</sup>, il en résulte que cette année là l'économie irlandaise va connaître

---

dépend du déficit budgétaire et l'inflation conditionne la valeur de change d'une monnaie. De sorte que si on veut avoir une monnaie forte, il convient de réduire le déficit budgétaire pour éviter l'inflation. Pour cette, raison la politique désinflationniste est l'alpha et l'oméga de la politique monétaire européenne. Et c'est aussi pour cette raison que la BCE n'est pas une institution d'émission. Elle ne peut pas émettre de la monnaie pour éviter, par exemple, la surévaluation de l'euro.

<sup>34</sup> Appelé aussi improprement taux d'intérêt à long terme.

<sup>35</sup> En réalité de 2,75% en moyenne cette année là.

<sup>36</sup> Notons à ce propos que ces différences dans les taux d'inflation au sein de la Communauté européenne, sont les résultats du fait que certains pays membres de la Communauté, avant

une croissance de 11%<sup>37</sup> ! Car dans ces conditions, il est clair qu'avec un taux de crédit, mettons de 4%, le taux réel serait négatif de 2,8%. Car le taux réel est le résultat du taux nominal moins le taux d'inflation.

Ainsi, un Etat peut, par le biais d'une politique monétaire, non seulement réduire le coût du crédit en termes réels, mais aussi comprimer la hiérarchie des taux d'usure. L'objectif étant d'éviter les taux excessifs et par là même le phénomène du surendettement social. Car contrairement à ce qu'on pensait à l'époque pré-capitaliste, le crédit n'est pas l'usure<sup>38</sup>. Il est très concrètement la puissance motrice de l'activité économique. Par conséquent, le passage de l'économie simplement monétarisée à l'économie de crédit est une forme d'accomplissement de l'économie elle-même. Car si la monnaie est consubstantielle à l'être social, il est évident qu'il vaut mieux que cet instrument soit le plus efficace possible. Et c'est précisément ce que nous constatons sous le règne de la souveraineté monétaire.

---

l'apparition de la monnaie unique, avaient un taux d'émission monétaire supérieur, car ils n'avaient pas été soumis aux contraintes anti-inflationnistes qu'ont connues les nations du noyau dur de cette expérience..

<sup>37</sup> Rappelons que l'Irlande est passée en dix ans, depuis 1994 à 2004, d'un pouvoir d'achat moyen de 60% par rapport à la moyenne communautaire, à un pouvoir supérieur de 30% de cette moyenne communautaire. Car les taux réels négatifs constituent une part de l'explication, mais il convient de tenir compte aussi du fait que l'Irlande pratique le taux le plus bas de fiscalité pour les entreprises : 12,5% contre 33% en France, par exemple.

<sup>38</sup> Dans *Le Coran* par exemple il n'y a pas de différence entre le crédit et l'usure. Pour cette raison il y est dit : « Ô vous qui croyez ne vivez pas de l'usure produisant plusieurs fois le double ». (IV, 130). Ou encore : si vous ne renoncez à l'usure « attendez-vous à la guerre de la part de Dieu et de son Prophète ». (II, 279).

### III) *La fin du règne de l'étalon du change or.*

Le système de l'étalon du change or, va permettre, comme nous venons de le voir, la redistribution des immenses réserves de métal jaune contrôlées par les Etats-Unis. Ce processus de redistribution va se réaliser par le biais de la parité stable et ajustable et va donc donner naissance à la période dite des trente glorieuses, de 1944 à 1974. L'existence même de cette période prouve que ce système était la réponse la plus adéquate aux circonstances historiques qui vont mener aux Accords de Bretton Woods.

Mais, comme nous l'avons déjà indiqué, le système de 1944 était un système de transition devant permettre le retour à l'étalon or et son possible dépassement dans un ordre supérieur : l'existence d'une communauté universelle des nations capables de se reproduire dans la promotion de l'universalité des échanges, dans la lutte contre les injustices réciproques et dans la solidarité. On ne peut que constater, le chemin choisi ne fut pas celui qui mène à l'égalité proportionnelle et à l'égalité des chances entre les nations, mais plutôt celui qui débouche sur le monde que nous connaissons. Un monde de plus en plus inégalitaire, où la moitié de l'humanité<sup>39</sup> semble s'enfoncer dans la misère la plus totale : vers le règne de Tanathos.

Le problème qui se pose actuellement est celui de savoir comment expliquer la logique de ce processus : de ce mouvement qui va de l'étalon de change or, à l'étalon dollar. Car comme nous l'avons déjà indiqué, à un moment donné – le 18 décembre 1971 précisément, avec les Accords de Washington – le Système Monétaire International (SMI) va passer d'un dollar garantie or (« As good as Gold »)<sup>40</sup>, à un dollar garanti par sa propre quasi-monnaie : les Bons du trésor de la Réserve Fédérale.

---

<sup>39</sup> Tout indique en effet qu'actuellement la moitié de l'humanité survit avec moins de deux dollars par jour et que le tiers des êtres humains disposent de moins d'un dollar par jour. Dans le cas de l'Ethiopie le revenu quotidien est de l'ordre de 25 cents. Voir à ce propos *Le Figaro économie*, 27 septembre 2005, p.III.

<sup>40</sup> Il n'est pas inutile de remarquer que c'est à partir de 1964 que la nouvelle devise, « In God we trust », va s'imposer. Mais tout indique que c'est au début des années 2000 que va s'imposer la conscience d'une sorte de destinée transcendante de cette monnaie.

En effet quelques années plus tard – début des années soixante dix – va se produire aux Etats-Unis la prise de conscience selon laquelle la Fed ne pouvait plus continuer à garantir le dollar avec ses réserves or, car ses réserves étaient en train de s'épuiser. C'est précisément ce qui va conduire à la décision du Président Nixon, du 15 août 1971, de supprimer la garantie or du dollar. Bien évidemment, à ce moment là, il aurait été très simple de renégocier les Accords de Bretton Woods pour revenir à l'étalon or, comme l'avait préconisé le Général De Gaulle. Mais cette perspective semblait alors plutôt ringarde, comme nous l'avons expliqué plus haut. Entre-temps, il y a deux idées qui vont s'imposer dans l'Europe des six et au-delà. La première consistait à croire que la fin de la garantie or – on parlait alors plutôt de convertibilité – du dollar ne pouvait que provoquer la marginalisation de cette monnaie. En deuxième lieu va se développer le projet de l'union monétaire<sup>41</sup> ; donc, la croyance selon laquelle l'union monétaire mène nécessairement non seulement au plein emploi et à la marginalisation du dollar, mais aussi et surtout à la fin des guerres dans le continent et à l'union politique.

Actuellement – au 5 octobre 2005 – nous savons que l'union monétaire ne permet pas d'accomplir les finalités contenues dans son projet. C'est particulièrement le cas du plein emploi. Le niveau du chômage, et particulièrement des demandeurs<sup>42</sup> d'emplois, n'a jamais été aussi élevé dans

---

<sup>41</sup> Ce projet se manifesta tout d'abord avec le Plan Barre, du 12 février 1969, pour s'accomplir formellement avec le Plan Werner, du 8 octobre 1970. Le Serpent Economique Européen (SEE) est ainsi mis en pratique avec les Accords de Paris, du 21 mars 1972. Ce système de parité stable et non-ajustable va se donner comme moyen la convergence monétaire entre les monnaies fortes – principalement le DM – et les monnaies faibles, cas précisément du FF et de la Lire italienne. Rappelons que ce projet d'union monétaire devait donner naissance à la monnaie unique à partir de janvier 1980. Il fut toutefois un échec avec la première sortie du FF, du 21 janvier 1974 et surtout avec sa sortie définitive, du 14 mars 1976, après une tentative de retour, le 10 juillet 1975.

<sup>42</sup> Rappelons que les chômeurs sont les personnes qui ont perdu leur emploi et qui sous le règne de l'Etat providence – de la justice distributive (Aristote) – touchent des indemnités, tandis que les autres demandeurs d'emploi sont ceux qui sont à la recherche d'un travail – comme par exemple les jeunes qui rentrent dans le marché du travail, ou les chômeurs de longue durée – et qui ne touchent pas d'indemnités pour cause de licenciement. De sorte que la masse des chômeurs est connue à l'unité près, tandis que celle des autres demandeurs d'emploi est, pour ainsi dire une population flottante, comme les sans domicile fixe ou les jeunes qui vivent chez leurs parents. Ces derniers en effet peuvent être par exemple des étudiants ou des demandeurs d'emploi, ou les deux à la fois. Mais sociologiquement on détermine cette masse en considérant qu'elle est équivalente à celle des chômeurs.

les pays contributeurs. C'est notamment le cas de la France et de l'Allemagne. En ce qui concerne la marginalisation du dollar, nous constatons que les résultats sont contraires aux prévisions, car le dollar est conventionnellement – par les Accords de 1944 et ses différentes modifications – la monnaie de réserve internationale. Certes l'euro tend à contribuer à la fin du règne de cette dernière, mais la logique du système de la monnaie unique est fait de telle sorte qu'il ne peut triompher qu'en dépérissant. Nous parlerons de cette problématique plus loin.

Passons maintenant au problème de l'union politique. Plus précisément à la thèse selon laquelle l'union monétaire mène à l'union politique. Il n'est pas difficile de constater que cette relation, pour ainsi dire de cause à effet, ne s'est jamais produite. De plus, il convient de rappeler que pour cette forme de pensée, nous avons affaire à un automatisme, ceci dans le sens où l'union monétaire mène nécessairement à l'union politique. En effet, ce que nous constatons dans l'expérience historique, relève plutôt du contraire : l'union politique mène à l'union monétaire car la monnaie est une manifestation de la souveraineté politique. C'est précisément ce que nous trouvons dans le cas de la Guerre de Sécession des Etats-Unis (1860-1865). La rupture du Sud par rapport au Nord va faire que le Sud va émettre sa propre monnaie. Puis la fin de cette guerre conduit au retour du règne du billet vert dans l'ensemble de la Confédération. Nous constatons le même phénomène lors de la réunification allemande. C'est la réunification politique, décidée le 8 mars 1990, qui mène à l'union monétaire, le 1<sup>er</sup> juillet de la même année. La seule exception à cette règle étant l'exemple de la rétrocession de Hong-Kong à la Chine, le 1<sup>er</sup> juillet 1997. En effet après cet événement Hong-Kong a continué à garder sa propre monnaie, le dollar hongkonais<sup>43</sup>. Mais cet état de choses est la conséquence des Accords de la rétrocession passés entre le gouvernement chinois et celui de l'Angleterre, selon lesquels la Chine doit respecter pendant 50 ans l'ordre institutionnel et monétaire de Hong-Kong. Ceci fait que cette règle, acceptée

---

<sup>43</sup> Notons que non seulement Hong-Kong continue à garder toujours sa propre monnaie, mais qu'en plus cette monnaie est « pegé » au dollar des Etats-Unis depuis 1984. Et ceci selon le principe selon lequel la quantité de monnaie hongkonaise en circulation est conditionnée par la quantité d'USD en réserve.

par la Chine, va limiter le principe de la souveraineté monétaire chinoise sur cette partie de son territoire.

C'est pour cette raison que nous soulignons que la souveraineté monétaire est une manifestation de la souveraineté politique. De sorte qu'un Etat peut limiter ou renoncer à sa souveraineté monétaire. Ce dernier phénomène concerne, par exemple, le cas de l'Union monétaire européenne. En effet, dans cette expérience nous pouvons constater qu'il y a eu des pays qui ont accepté de se dessaisir de leur souveraineté monétaire pour arriver à la monnaie unique et ainsi constituer la zone euro, tandis que d'autres cas comme le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède – ont sauvegardé leur souveraineté monétaire.

En tout état de cause, l'expérience historique nous montre que les unions monétaires<sup>44</sup>, comme les systèmes à monnaie unique<sup>45</sup>, n'ont jamais débouché sur l'union politique. Car la volonté de destinée commune des peuples est un produit historique ; et c'est précisément ce processus qui mène aux identités nationales. Ce phénomène de la destinée commune ne peut pas être, dès lors, le résultat d'une quelconque communauté ethnique et culturelle<sup>46</sup>. Ceci d'autant plus que les nations s'accomplissent dans l'ordre de la communauté juridique et non pas dans celui des communautés ethniques et/ou religieuses.

Cela dit, passons au dernier point, celui contenu dans la thèse selon laquelle le mouvement, l'engagement vers l'union politique mène nécessairement à la paix entre les nations. Par conséquent, l'union monétaire est le chemin qui conduit à la fin de la guerre entre les nations. Pour cette raison vouloir l'union monétaire européenne, c'est vouloir la paix entre les nations du continent. Plus précisément entre ces nations qui partagent une même culture, un passé commun et qui sont ethniquement semblables. En tout

---

<sup>44</sup> Cas de l'Union Latine fondée en 1865 – composée par la France, la Belgique, l'Italie, la Grèce, la Suisse et l'Etat du Vatican – et l'Union Monétaire Scandinave fondée en 1873, dont faisaient partie le Danemark, la Suède et la Norvège.

<sup>45</sup> Le système de l'or comme étalon, ainsi que le F-CFA.

<sup>46</sup> A ce propos il convient de tenir présent à l'esprit que les communautés particulières ne sont pas, par définition, la manifestation de l'universalité de l'humain. En effet, cette substance universelle ne peut que conduire à la création d'une communauté universelle des nations et non à une communauté particulière. Car la communauté universelle est en soi et pour soi la finalité éthique de l'humain.

cas, par delà cet ensemble d'identités, il est principalement question ici du fait que la perspective de l'union politique crée les conditions de la paix entre les nations.

Par rapport à cette problématique, nous avons essayé de montrer ici que la paix entre les nations dépend précisément d'un ordre capable d'assurer la sécurité collective en luttant contre les injustices réciproques. L'union politique n'est pas une garantie de paix, sinon les guerres civiles n'auraient pas existé. Le fait est que dans notre monde où la sécurité collective est plus ou moins garantie par un ordre international (l'ONU), les conflits sont plutôt internes et sont principalement le résultat de la destruction économique, de la terrible lutte pour la survie dans laquelle est plongée une partie importante de l'humanité. Ceci mène au fait que les communautés particulières ethniques et/ou religieuses se constituent en tant que factions créées pour la guerre.

Ceci étant dit, il s'avère dès lors que le projet de la monnaie unique va jouer un rôle particulièrement négatif dans le processus de dépassement de l'étalon de change or. Car, comme nous l'avons souligné plus haut, le développement de ce projet va conduire à la marginalisation, voire à l'oubli de la perspective signalée par De Gaulle. Il convient toutefois de tenir compte que la France est le sujet de cette histoire et que le repli vers l'Europe fait partie de sa stratégie post-coloniale. Il fallait par conséquent, pour l'esprit de ce temps, rompre avec le large et construire une communauté européenne capable de prendre la place des États-Unis dans le monde<sup>47</sup>.

C'est donc par rapport à ces conditions historiques qu'il convient de comprendre le projet de la monnaie unique, ainsi que l'acharnement dont les différents acteurs vont faire preuve pour atteindre ce but. Car, vu de France, il a fallu non seulement surmonter les échecs des tentatives de la convergence

---

<sup>47</sup> C'est précisément ce qui est convenu d'appeler le monnisme, la perspective de Jean Monnet.

monétaire au sein du SEE de 1972, mais aussi les revers du SME de 1979<sup>48</sup>, pour arriver au fiasco de la crise du FF du 2 août 1993<sup>49</sup>.

Par conséquent, il y a eu tout d'abord les problèmes posés par le principe de la convergence du SEE de 1972 puis les tentatives de stabilisation du taux de change au sein du SME de 1979. Mais, comme nous venons de l'indiquer, toutes ces tentatives s'étant avérées infructueuses, les Accords de Nyborg, du 13 septembre 1987, ont donné à la Bundesbank – à la Banque centrale de la monnaie forte – l'initiative de la fixation du taux directeur. De sorte que les monnaies faibles étaient obligées d'avoir un taux supérieur, pour éviter les dévaluations<sup>50</sup>. C'est d'ailleurs pour cette raison que Jean-Paul Fitoussi a pu dire que « *De facto*, la Bundesbank détermine la politique monétaire de l'Europe ».<sup>51</sup>

Curieusement ce n'est que peu de temps après que cette constatation fut faite par Jean-Paul Fitoussi que la contrainte monétaire du DM a commencé à se relâcher (en 1996), pour disparaître comme par enchantement, en 1998. Les sacrifices semblaient alors être récompensés. La convergence, tant souhaitée, entre la monnaie forte et les monnaies faibles devenait une réalité incontestable<sup>52</sup>. Par conséquent que, vue de la France, le franc-fort n'était plus

---

<sup>48</sup> Nous faisons ici particulièrement allusion aux trois dévaluations du FF par rapport au DM, en octobre 1981, juillet 1982 et surtout celle du 16 mars 1983.

<sup>49</sup> Rappelons que cette crise va coûter à la Banque de France l'équivalent de 330 milliards de francs. A l'époque Françoise Lazare, journaliste du Monde commentait cette crise de la façon suivante : « La crise de septembre a mise en jeu 160 milliards de francs... Fin juillet ce sont plus de 300 milliards de francs qui ont été jetés dans la bataille pour tenter de sauver le franc... Dans la seule journée noire de vendredi 30 juillet, la Banque de France aurait emprunté 150 milliards de francs environ pour défendre le cours de 3,4505, plancher d'alors du franc à l'égard du mark ». Le Monde, 14 août 1993, p.14.

<sup>50</sup> François Renard, journaliste du Monde expliquait à l'époque cette situation de la façon suivante : « Si les taux français, néerlandais et belge sont au niveau actuel, un record en « réel », c'est-à-dire hors inflation, c'est bien parce qu'ils doivent s'aligner sur les taux allemands. A Paris si le marché était libre de se décrocher de celui de Francfort, le taux de l'argent à court terme serait compris entre 5% et 6% contre 10% actuellement. Un suicide avons nous dit ». Le Monde, 26-27 juillet 1992, p. 29.

<sup>51</sup> Le Monde, 15-16 octobre 1995, p.10.

<sup>52</sup> On croyait alors que la politique de la désinflation compétitive, donc de la réduction de l'inflation, consolidait la valeur de change des monnaies dites faibles. Car rappelons que pour cette théorie la valeur de change d'une monnaie dépend du taux d'inflation en rapport inverse. Par conséquent que la désinflation ne peut que provoquer la consolidation de la valeur de change d'une monnaie sur le marché international. De sorte que l'inflation va devenir la cause

un simple vœux, une simple illusion sans lendemain. Oubliées donc les crises monétaire de septembre 1992 – au moment du Référendum du Traité de Maastricht (21 septembre) en France – et encore plus la terrible crise du FF, de juillet-août 1993, à laquelle nous venons de faire référence.

Mais rappelons que cet événement de la convergence de taux d'intérêts – du fait qu'il n'y avait plus de différence entre les monnaies fortes et les monnaies faibles et particulièrement entre le FF et le DM – fut le résultat de l'affaiblissement du DM. Plus précisément la conséquence de la réunification allemande<sup>53</sup>. De sorte que dans le devenir de cette illusion il a existé un moment où l'on a pu croire que ce projet était tout à fait rationnel. Donc que le moyen employé, l'union monétaire, était conforme à son but : l'union politique<sup>54</sup>.

Car il s'agit de comprendre qu'il y a ici un rapport de moyens – union monétaire<sup>55</sup> – et de fin : union politique. Bien évidemment, la fin justifie les moyens, car c'est en vue des finalités que les moyens interviennent. Mais la pratique rationnelle exige une opération conforme à son but. Donc le fait que les moyens employés sont adéquats à la réalisation de la fin proposée. En l'occurrence on peut se demander : si l'union monétaire mène à l'union politique ? Ou encore : est-ce que l'absence d'inflation est la condition de la santé monétaire et de l'efficacité économique ? Et ainsi de suite.

Car il est fondamental de comprendre que ce n'est pas la célèbre ruse de la raison qui a conduit l'Union Monétaire Européenne à l'impasse dans laquelle elle se trouve. Car la croyance au fait que l'union monétaire est la condition du devenir radieux de cette humanité est hautement problématique. La monnaie

---

du mal économique. Et pour cette raison la lutte contre l'inflation devient au niveau institutionnel – de la BCE particulièrement – l'alpha et l'oméga de la politique monétaire européenne.

<sup>53</sup> Rappelons, en effet, qu'en 1998 l'Allemagne va se trouver avec un déficit des comptes courants de 3,6 milliards de dollars, tandis que la France aura un excédent, de la même balance, de 36 milliards de dollars. Or, dix ans auparavant, l'Allemagne était la première puissance exportatrice du monde et était, devant le Japon, la première puissance excédentaire.

<sup>54</sup> Nous verrons par la suite comment cette dimension illusoire va s'évanouir en peu de temps. Et c'est précisément cette dimension problématique qui va faire dire à Jean-Paul Fitoussi : « L'euro : notre monnaie, notre problème ». Le Monde, 20-02-2004, p.1.

<sup>55</sup> Il n'est pas inutile de remarquer ici que dans un projet aussi englobant le moyen – l'union monétaire – est en même temps une fin. Car pour arriver à cette fin, ce projet se donne des moyens comme : la réduction des déficits publics et la stabilisation des prix. Ce qui doit impliquer toujours cette exigence de conformité des moyens par rapport à la fin proposée.

comme nous l'avons vu est un instrument de la souveraineté politique et de la raison conventionnelle qui doit conditionner les existences politique et cosmopolitique. Puisque la convention existe en vue de garantir les droits réciproques comme nous l'explique le sophiste Lycophon<sup>56</sup>.

Certes, la justice réside dans l'équité des accords (Aristote). Mais au niveau international, les sujets de ces Accords avancent très souvent enveloppés par un voile de croyances (Nietzsche). Et c'est précisément ce qui va se produire lors de la fin du règne de l'étalon de change or. Car comme nous venons de le voir, les représentants<sup>57</sup> du côté européen croyaient que le chemin du dépassement du « privilège exorbitant » (De Gaulle) ne pouvait se produire que grâce à la monnaie unique. La stratégie d'alors n'était pas, pour ainsi dire, celle de l'affrontement, mais plutôt celle du contournement. Il fallait créer la monnaie unique pour provoquer le dépassement du rôle du USD comme monnaie de réserve internationale.

Rappelons aussi qu'à l'époque, à côté de cette position existait celle des pays dits du socialisme réel pour lesquels la monnaie était une perversion de la conscience capitaliste et pour lesquels le but principal du devenir accomplissement du monde était la négation de l'échange marchand : de la production pour échange comme telle. Cela dit, rappelons que de son côté l'ainsi dénommé Tiers-Monde n'avait pas une position claire dans ce domaine. La seule stratégie intelligente pour ces pays, depuis la Conférence de Bandung d'avril 1955, était celle de la neutralité, si possible pour tirer profit des uns et des autres.

---

<sup>56</sup> Ceci veut dire, par conséquent, que d'un point de vue théorique la convention ne peut pas produire la perversion, car dans ce rapport nous avons affaire à des parties rationnelles, conscientes de leurs propres intérêts. De sorte que la convention ne peut pas produire, en principe, la situation aberrante du : Tous les gains pour moi, toutes les pertes pour toi... La convention, en effet, ne peut que conduire à l'égalité proportionnelle et lorsque cette égalité n'est pas respectée le sujet désavantagé a toujours la possibilité de s'adresser au juge – au « dixaion », celui qui divise par deux, qui impose la proportion équitable en tant que manifestation de la justice corrective – en vue du rétablissement de l'équité, de ce qui doit être équidistant selon la proportion raisonnable : ni trop, ni trop peu.

<sup>57</sup> Hegel avait déjà remarqué que les grandes personnalités sont le produit de l'esprit de leur temps. Et cet esprit est un fait social, il est le résultat du niveau de conscience de son moment historique.

C'est dès lors dans ces circonstances que les États-Unis vont se trouver avec l'immense privilège d'émettre la monnaie internationale et de pouvoir ainsi acheter les biens du monde avec du simple papier. Rappelons que les moments essentiels de ce processus de dépassement de l'étalon du change or sont : Premièrement, la décision du Président Nixon de supprimer provisoirement la garantie or du dollar, le 15 août 1971<sup>58</sup>. Deuxièmement, la rencontre Nixon-Pompidou aux Açores, le 14 décembre 1971 et troisièmement les Accords de Washington, du 18 décembre 1971.

De sorte que la mesure prise par Nixon – et qui aurait dû conduire à la renégociation des Accords de Bretton Woods – va se transformer en un succès de première importance pour les États-Unis. Ceci car son papier (monnaie) va devenir l'étalon international. C'est ainsi que l'économie internationale va sortir de l'étalon du change or, pour rentrer dans une ère de l'étalon dollar. Il convient toutefois de remarquer que cette transformation de l'ordre monétaire international est le résultat d'une convention : celle des Accords de Washington, du 18 décembre 1971.

Cela dit, cette transformation institutionnelle n'aurait pas dû permettre, par elle-même, la durée du système dollar tel que nous le connaissons actuellement. En effet, malgré la suppression de la garantie or du dollar, le métal jaune continuait à s'apprécier. De sorte qu'on a assisté pendant la suite de la décennie des années soixante-dix, à une montée continue du prix de l'or. Et plus encore à une sorte de retour en force du métal jaune. C'est ainsi que l'onze d'or est passée, sur le marché libre, de 42 \$ le 17 mars 1968 à 850 \$ le 20 janvier 1980. Nous allons assister par la suite à un effondrement du prix de l'or qui est la conséquence de la démonétisation du métal jaune. Décision prise le 8 janvier 1976, lors des Accords de la Jamaïque<sup>59</sup>. Ce qui veut dire qu'à partir

---

<sup>58</sup> Rappelons que par cette mesure les États-Unis ont cessé de garantir avec leur réserve or les dollars détenus par les Banques centrales.

<sup>59</sup> Notons que cet Accord fut conclu entre Giscard d'Estaing, Président de la France et Gerald Ford, Président des États-Unis. Tout indique que l'initiative est venue de Giscard d'Estaing. Le gouvernement de la France connaissait alors le problème de l'emprunt Giscard 1973, lequel était garanti par le prix du lingot d'or, tout comme l'emprunt Pinay le fut par le Napoléon. Le fait est que cet emprunt dont le taux de rémunération était de 7%, a procuré à l'État 6,5 milliards de FF. Lorsqu'il fut entièrement remboursé par l'État, en janvier 1988, il coûta 79,8 milliards de FF.

de cette date le métal jaune a cessé de jouer un rôle monétaire, comme garantie en dernière instance au niveau des Banques centrales et comme instrument de thésaurisation au niveau des particuliers. Certes, ces Accords n'ont pas imposé son efficacité immédiatement, car il fallait casser l'atavisme millénaire qui faisait que les familles utilisaient l'or comme instrument de thésaurisation. Ce qui n'était pas d'ailleurs une histoire qui concernait uniquement le monde paysan, comme on tend à le croire actuellement.

Il devient dès lors clair qu'à partir du moment où le métal jaune a cessé de jouer dans la pratique un rôle monétaire – ce qui coïncida avec l'arrivée de Reagan au pouvoir – le dollar trouva la voie libre à sa marche triomphale. En effet, avec la démonétisation du métal jaune, nous allons assister à une appréciation très forte du USD à cause de la surdemande de cette monnaie sur le marché international. Mais, comme on l'appréciera plus loin cette montée<sup>60</sup> va s'inverser avec les Accords de New York, du 22 septembre 1985.

En tout cas, retenons pour le moment que le règne du dollar va connaître tout d'abord une phase d'insécurité avant la démonétisation effective de l'or, le 20 janvier 1980. Puis, une autre phase conquérante qui va culminer avec les Accords de Washington. Par la suite, nous allons assister à une simple suprématie du dollar, au sein d'un ordre monétaire tripolaire. Enfin, c'est la phase du déclin qui commença le 26 octobre 2000, lorsque l'euro allait toucher le point le plus bas<sup>61</sup> face au dollar.

---

Et ceci malgré l'effondrement du prix du métal jaune. Rappelons, en tout cas que ces deux emprunts n'étaient pas assujettis à l'impôt sur le revenu, ni à celui sur les successions. Voir à ce propos : Jacques-Marie Vaslin, *Le Monde*, 12 avril 2003, P.V.

<sup>60</sup> Rappelons qu'à Paris le dollar va valoir, en mars 1985, 10,60 de F.F..

<sup>61</sup> En effet, le dollar équivaut alors à 0,8228 euros.

